

BRESIL

Violence urbaine, politiques de sécurité publique et réactions de la société civile

En 2000, 45 233 brésiliens ont été assassinés, un taux national de 27 homicides pour 100 000 habitants qui place le Brésil parmi les pays les plus violents au monde. Pour les jeunes des milieux urbains pauvres, le taux est de 230 homicides pour 100 000 habitants, soit presque l'équivalent d'un génocide. La société civile a réagi de plus en plus à cette violence par des manifestations, des projets, des programmes et des initiatives locales, en tant que moyens de traiter le problème et de promouvoir la sécurité humaine.

Centro de Estudos de Segurança e Cidadania da Universidade Candido Mendes (CESeC) Observatório da Cidadania - Brasil

Silvia Ramos / Julita Lemgruber¹

Des indices alarmants de violence meurtrière

Le Brésil n'est pas en guerre, mais les indicateurs de mort violente dans les principaux centres urbains s'apparentent à ceux de pays engagés dans des conflits armés. En 2000, 45 233 brésiliens ont été assassinés. Ce taux national de 27 homicides pour 100 000 habitants² place le Brésil parmi les pays les plus violents au monde, si l'on garde à l'esprit que dans les pays européens et aux Etats-Unis, les taux sont en dessous de 10 homicides pour 100 000 personnes. Au Brésil, une étude focalisée sur les jeunes dans des milieux urbains pauvres spécifiques fait ressortir des taux de 230 homicides pour 100 000 habitants. Selon certains experts, il s'agit-là d'un génocide de jeunes, en particulier de noirs, qui est le résultat d'une rapide montée de la criminalité et de l'accès libre aux armes à feu. Des analyses comparatives avec des pays en état de guerre ou d'intense conflit concluent qu'au cours des mêmes périodes, il y a eu plus de décès par armes à feu dans la ville de Rio de Janeiro que dans les conflits armés en Angola (1998-2000), en Sierra Leone (1991-1999), en Yougoslavie (1998-2000), en Afghanistan (1991-1999) ou en Israël (1991-1999)³.

La répartition inégale de la mort

Les homicides sont essentiellement concentrés chez les jeunes de 15 à 24 ans. C'est une tendance nationale qui s'applique aux états où les taux d'homicides sont le plus élevés, comme Rio de Janeiro et Pernambouco, ainsi qu'aux états où ces taux sont les plus faibles, comme Minas Gerais (Graphique 1). Plus de 90% des morts violentes surviennent chez les hommes, ce qui fait que la répartition par sexe de la violence meurtrière au Brésil est conforme aux tendances mondiales⁴. Le Graphique 2 montre que les morts violentes au Brésil

¹ Silvia Ramos est la coordonnatrice du Centro de Estudos de Segurança e Cidadania da Universidade Candido Mendes (CESeC) et Julita Lemgruber en est la directrice.

² Système d'information sur la mortalité (SIM), DATASUS, ministère de la Santé.

³ Dowdney, Luke. *Crianças de tráfico : um estudo de caso de crianças em violencia armada organizada no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro : 7 letras, 2000.

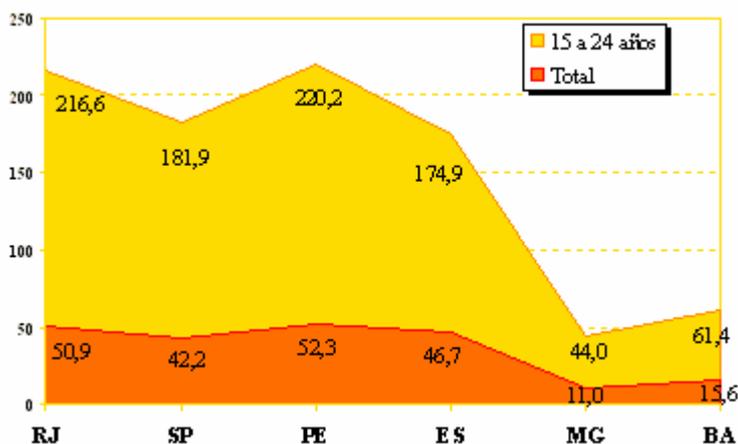
⁴ Cela ne veut pas dire qu'il faut minimiser le problème de la violence meurtrière à l'encontre des femmes ; c'est l'une des parties émergées de l'iceberg du problème de manque de sécurité. Il est lié à la violence domestique au sein de la famille et des couples et est, à bien des égards, en rapport avec le problème plus général de la violence. Voir Musumeci, Leonarda, « Homicídios no Rio de Janeiro : tragédia em busca de políticas ». *Boletim Segurança e Cidadania*, Centro de Estudos de Segurança e Cidadania (CESeC), juillet 2002.

sont beaucoup plus fréquentes chez les jeunes noirs, une tendance qui reflète l'inégale répartition des richesses et des ressources sociales (éducation, santé, hygiène) entre noirs et blancs. En effet, en même temps qu'ils mettent à nu la dynamique raciale de la société brésilienne, les indicateurs d'homicide par âge et par couleur montrent la classe sociale des victimes : elles sont en majorité pauvres, et la plupart des crimes ont lieu dans les *favelas* (bidonvilles) et dans les zones périurbaines.

Dans ces zones, une forte proportion de la violence liée aux drogues illicites trouve son origine dans le réseau de trafic et de consommation. L'augmentation rapide des morts violentes dans les *favelas* et les quartiers pauvres peut s'expliquer par la conjugaison de plusieurs facteurs : l'apparition de la cocaïne dans les centres urbains tels que Rio et Sao Paulo, dans les années 1980, et sa forte rentabilité, le comportement de plus en plus violent et répressif de la police, les luttes entre gangs rivaux pour le contrôle des principaux points de vente et de distribution, et l'usage d'armes à feu de type militaire. Un facteur contributif a été l'absence d'institutions publiques (écoles, centres de santé ou patrouilles de police) dans ces zones, qui a permis aux groupes armés de trafiquants de drogue de s'installer facilement et d'étendre leur contrôle territorial. Compte tenu de cette situation, le trafic de drogue a un attrait extrêmement puissant pour les enfants et les adolescents qui trouvent peu d'opportunités d'emploi ou de génération de revenu, et dont les perspectives d'avenir sont fragiles. Les profits rapides et le style de vie « éblouissant » qu'offrent le pouvoir et la présence visible des armes à feu font que beaucoup de jeunes considèrent le trafic de drogue comme un moyen pratique de se sortir de leur situation difficile, quels que soient les dangers de mort que cela comporte. Cette vision des choses nourrit une culture où prévalent le despotisme, le machisme, les armes et la violence, qui contamine un grand nombre de jeunes dans ces milieux, même ceux qui ne sont pas directement impliqués dans le trafic de drogue ou le crime.

GRAPHIQUE 1

Taux d'homicides pour 100 000 habitants dans plusieurs Etats du Brésil JEUNES ET POPULATION TOTALE - 2000



- Personnes âgés de 15 à 24 ans
- Total

Source: SIM-DATASUS/Waiselfisz

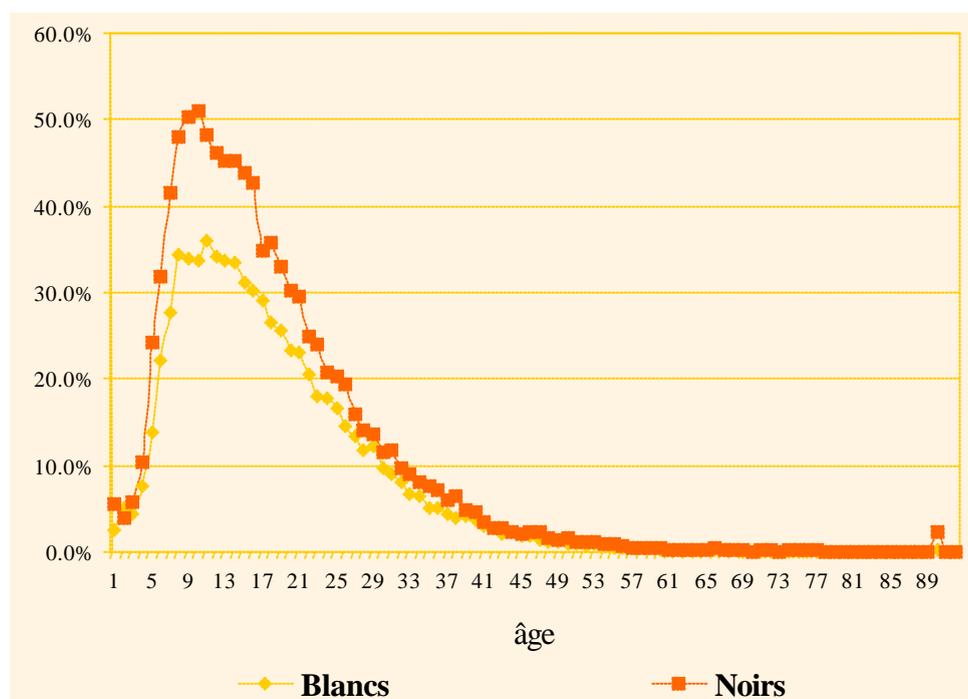
Note: RJ : Rio de Janeiro ; SP : São Paulo ; PE : Pernambuco ; ES : Espírito Santo ; MG : Minas Gerais ; BA : Bahia.

La sécurité publique, une priorité

Le profil socioéconomique plus modeste des victimes de la violence et leur faible capacité à exercer des pressions politiques permettent d'expliquer le fait que l'administration nationale et locale ainsi que la société civile brésiliennes ont tardé à être sensibles au problème de sécurité publique et au besoin de modernisation, de contrôle et de démocratisation de la police⁵. Ce n'est que dans les années 1990 que des efforts systématiques ont commencé, en vue de mettre en place des politiques de sécurité publique avec une perspective contemporaine identifiée, comprenant les droits humains et l'efficacité policière. Jusque-là, la plupart des administrations régionales avaient relégué le problème aux sphères corporatives mêmes de la police. Au cours des années 1980 et pendant une bonne partie des années 1990, l'indifférence et le silence concernant l'ampleur de la violence meurtrière étaient également de mise chez les intellectuels, les universités, les médias et même les Ong.

GRAPHIQUE 2

Comparaison entre homicides et nombre total de décès par couleur et par âge - de 1997 à 2000



Source : SIM-DATASUS/CESeC, 2003.

Conséquence de l'absence d'investissement ou de politiques publiques rationnelles, la plupart des forces de police du pays se sont perverties, devenant violentes et inefficaces. A travers des dispositifs qui ont fonctionné à divers niveaux, le crime organisé portant sur le trafic de drogues et d'armes a corrompu de larges pans des forces de police, des subalternes

⁵ Au Brésil, la police est régie par les Etats de la Fédération, et les fonctions policières préventives évidentes dans les lieux publics et dans les enquêtes sont réparties entre deux institutions distinctes : la Police Militaire, qui est quotidiennement en contact avec le public, et la Police Civile. La première en particulier garde sa mauvaise réputation acquise au cours des deux décennies de dictature militaire (1964-1985).

jusqu'aux chefs⁶. Dans certains états, la violence policière est devenue un problème majeur, affectant directement les pauvres des *favelas* et des quartiers périphériques marginaux pris entre la violence des gangs armés de trafiquants de drogue et la violence et la corruption de la police. A Rio de Janeiro, la police est responsable de plus de 10% des homicides, au total 900 en 2002 et 1 195 en 2003. La plupart de ces homicides ont lieu lors de « confrontations » dans les *favelas* (entre 1993 et 1996, l'intervention policière dans 523 confrontations armées dans les *favelas* a provoqué 512 décès) et les victimes sont en majorité des jeunes, surtout des noirs. Une étude de ces décès a révélé que la plupart des corps des victimes portaient des traces d'exécution sommaire ; elles avaient au moins une blessure par balle dans le dos ou à la tête⁷.

Certains états et, plus récemment, certaines municipalités, ont invité des enquêteurs et des organisations de la société civile à participer à la formulation et à la mise en œuvre de politiques publiques. De plus, au cours des élections présidentielles de 2002, le Worker's Party a recommandé la préparation d'un Programme de sécurité nationale qui a été institué au terme d'un large processus de consultation à l'échelle nationale, auquel ont participé plus d'une centaine de spécialistes. Pour la première fois, le pays est doté d'un programme basé sur un diagnostic systématique et une vision stratégique du problème de la violence. Ce programme combine des politiques sociales et préventives avec des politiques policières et répressives et aussi, avec le contrôle et la modernisation de la police. Il est trop tôt pour dire si le programme sera appliqué ou pas. Cela dépendra dans une large mesure de la capacité de l'ensemble de la société à faire pression sur le gouvernement fédéral et l'administration locale pour les amener à reconnaître l'urgence du problème de la violence et le caractère prioritaire de la sécurité publique, questions occultées derrière un mur de silence, en raison des difficultés éprouvées par les principales victimes pour formuler leurs plaintes.

La Loi sur le désarmement

En 2003, une mesure importante a été prise pour réduire les décès par arme à feu, grâce à la mobilisation de la société civile brésilienne. Sous la houlette des Ong (principalement Viva Rio à Rio de Janeiro, et l'Institut Sou da Paz à Sao Paulo) qui ont organisé de grandes manifestations publiques, la coordination avec les législateurs engagés dans ces politiques et l'appui d'une grande partie de la presse, le Congrès National a voté la Loi sur le désarmement. Cette loi établit une série de mesures pour contrôler la vente et la détention d'armes à feu et interdit le port d'arme à tous, à l'exception de la police, des membres des forces armées et des gardes municipaux dans les villes de plus de 250 000 habitants. La loi prévoit également un référendum national en 2005, pour que l'ensemble de la population puisse décider s'il faut ou non interdire la vente d'armes à feu dans tout le pays.

De nouveaux médiateurs : les jeunes des *favelas* et des quartiers périurbains

Ces derniers temps, dans le cadre des réactions de la société civile à la violence, un mouvement généralisé a commencé à émerger chez les jeunes des *favelas* et des quartiers périphériques marginaux. Il s'agit de projets, programmes ou initiatives locales basés sur des activités culturelles et artistiques et qui, dans bien des cas, sont entrepris et coordonnés par les jeunes eux-mêmes. Quelques exemples d'initiatives de ce genre sont le groupe *Olodum* à Salvador ; les groupes *Afro Reggae*, *Nós do Morro* et *Companhia Étnica de Dança* à Rio de Janeiro, ainsi que des centaines de groupes locaux qui se sont mobilisés autour de la culture

⁶ Lemgruber, Julita, Leonarda Musumeci et Ignacio Cano. *Quem vigia os vigias ?* Rio de Janeiro : Record, 2003.

⁷ Cano, Ignacio. *Letalidade da ação policial no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro : ISER, 1997.

hip-hop à la périphérie de São Paulo, dans les bidonvilles de Porto Alegre, et dans des quartiers de Recife, Brasília et São Luís.

Ces groupes concurrencent les trafiquants de drogue pour l'influence sur les jeunes, et ils utilisent des techniques de séduction différentes, mais tout aussi efficaces. Ils sont engagés à une culture de paix, mais une culture également conforme à l'esprit du temps (ils apprécient l'Internet, les ordinateurs, les tenues et chaussures de sport à la mode, les voyages et les échanges régionaux et internationaux, ainsi que la culture et les arts). En général, ces groupes ont quatre principales caractéristiques : a) ils favorisent la génération de revenu et d'emploi à court terme ; b) ils ont un volet solide consacré à l'estime de soi, qui comporte la formation d'artistes et de dirigeants dont la renommée et le succès peuvent servir d'exemple et attirer d'autres jeunes des environs ; c) ils ont un volet solide consacré à l'affirmation territoriale et très souvent, les paroles des chansons, les noms des groupes et leurs leaders, ainsi que les T-shirts et autres vêtements qu'ils portent, réaffirment les noms de leurs communautés (Vigário Geral, Cidade de Deus, Capão Redondo, Candeal) en signe d'engagement au changement dans la communauté ; d) ils ont un volet solide consacré à la dénonciation du racisme et à l'affirmation de leur identité noire dans les paroles de leurs chansons, dans leur look (coiffure et vêtements afro) et dans les noms de leurs projets (Música Preta Brasileira, Afro Reggae, Companhia Étnica, etc.).

Ces projets et initiatives qui sont hétérogènes et non coordonnés les uns aux autres se développent de façon régulière dans différentes villes du pays et commencent à prendre de l'importance⁸ non seulement en tant que centres pour bâtir une culture qui soit une alternative au trafic de drogue, mais aussi en tant que médiateurs entre les jeunes et l'administration locale, la presse et, très souvent, les acteurs internationaux tels que les fondations et les agences de coopération. Ces « nouveaux médiateurs » apportent de nouveaux éléments dans l'arène des Ong, de la Gauche et des traditionnels mouvements sociaux, syndicaux et associatifs, par exemple de l'intérêt pour le marché et pour des coentreprises, avec un engagement vis-à-vis de la communauté ; l'affirmation de l'identité territoriale et raciale combinée avec l'identité sociale ; l'accentuation de la perspective subjective, individuelle ; de la réussite et de la renommée combinées avec le monde de la culture et des arts. Ces nouveaux éléments ne doivent pas être rejetés par ceux qui cherchent à appuyer les solutions que la société brésilienne va produire durant cette décennie, pour faire face à la violence et ériger les voies qui mènent à la sécurité, à la justice et à la citoyenneté.

Références :

Soares, Luíz Eduardo. *Meu casaco de general: quinhentos dias no front da segurança pública do Rio de Janeiro*. São Paulo : Companhia das Letras, 2000.

Soares, Luíz Eduardo. "Pacto pela Paz: o censo possível". In : www.luizeduardosoares.com.br, novembre 2003.

Waiselfisz, Julio Jacobo. *Mapa da Violência III. Os jovens no Brasil*. Brasília: UNESCO, 2002.

⁸ Parallèlement à la création d'Ong locales. Pandolfi, Dulce et Mario Grynzspan (organisateur). *A favela fala*. Rio de Janeiro : Editora FGV, 2003.